

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

Direction des affaires juridiques et de l'administration locale  
Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
commune de Mesnil Saint Nicaise  
Société TEREOS SYRAL

Mise en demeure

ARRÊTÉ du 13 FEV. 2013

Le préfet de la région Picardie  
Préfet de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1er août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2012 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les actes antérieurement délivrés à la SAS AMYLUM France l'autorisant à exploiter les installations classées de son établissement de fabrication de glucose sous diverses formes, d'éthanol et de polyols par hydrogénation de solution de sucres implanté sur le territoire des communes de MESNIL-SAINT-NICAISE et NESLE, et notamment les arrêtés préfectoraux du 29 juillet 1996 et du 21 juillet 1997 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 relatif au bilan de fonctionnement du site ;

Vu le donner acte du 22 avril 2011 relatif au changement de dénomination sociale, devenant la SAS TEREOS SYRAL ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 30 novembre 2009 faisant suite à l'inspection réalisée le 06 novembre 2009 sur le site de la société susvisée ;

Vu le courrier adressé le 20 novembre 2009 par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées consécutivement à l'inspection menée sur site le 06 novembre 2009 ;

Vu la lettre de suite adressée par l'Inspection des Installations Classées le 30 novembre 2009 ;

Vu le courrier communiqué par la société SYRAL le 28 janvier 2010 à l'Inspection des Installations Classées ;

Vu le rapport et la lettre de suite de l'Inspection des Installations Classées, datés du 14 novembre 2011, adressée à la société SAS TEEROS SYRAL consécutivement à l'inspection réalisée sur site le 03 novembre 2011 ;

Considérant que l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 impose à la société SAS TEREOS SYRAL de réaliser dans un délai de neuf mois à compter de la notification dudit arrêté un examen des émissions de Composés Organiques Volatils (COV) de son établissement précité comprenant a minima :

- un bilan quantitatif et qualitatif de ces émissions, canalisées et diffuses, y compris fugitives, ces dernières étant déterminées conformément aux dispositions du « Guide d'application de la méthode d'estimation des émissions fugitives de COV aux équipements et canalisations » établi par l'INERIS (DRC-03-46333-AIRE-n°0768c-MDu) ;
- une analyse de la situation de ces émissions au regard des meilleures techniques disponibles et de la réglementation applicable ;
- une proposition de programme de surveillance et de réduction, le cas échéant, de ces émissions ;

Considérant que, dans le cadre de l'inspection réalisée sur le site de la société SAS TEREOS SYRAL le 06 novembre 2009, le respect de cette prescription a été contrôlé ;

Considérant qu'à l'issue de ladite inspection, l'exploitant a été informé par courrier de l'Inspection des Installations Classées en date du 30 novembre 2009 de l'absence de remise de cette étude ;

Considérant que l'exploitant a communiqué par courrier du 28 janvier 2010 un tableau récapitulatif des rejets de COV issue de l'activité de production d'éthanol ;

Considérant que ce courrier a été remis par l'exploitant lors de l'inspection réalisée sur site le 03 novembre 2011 à l'Inspection des Installations Classées ;

Considérant que cette étude ne répond pas aux attendus de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire susmentionné ;

Considérant que, par courrier en date du 14 novembre 2011, l'Inspection des Installations Classées a informé l'exploitant de l'insuffisance de ce bilan ;

Considérant que la carence de cette étude a de nouveau été relevée lors de l'inspection réalisée sur site le 30 novembre 2012 ;

Considérant que l'article 2.1.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 impose à la société SAS TEREOS SYRAL :

- de faire réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique (récupération de l'énergie de détente du combustible, récupération secondaire de chaleur des gaz de combustion,...) ;
- de transmettre ce rapport à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner, comprenant notamment une analyse de la capacité des installations à limiter, autant que faire se peut, les rejets de gaz à effet de serre ;
- de faire réaliser et transmettre à l'inspection des installations classées un premier rapport relatif à l'efficacité énergétique et une première analyse relative aux rejets de gaz à effet de serre dans un délai de six mois à compter de la notification dudit arrêté ;

Considérant que, dans le cadre de l'inspection réalisée le 06 novembre 2009, le respect de cette prescription a été contrôlé ;

Considérant qu'à l'issue de ladite inspection, l'exploitant a été informé par courrier de l'Inspection des Installations Classées en date du 30 novembre 2009 de l'absence de formalisation de cette étude ;

Considérant que les éléments de réponse attendus n'ont pas été communiqués par l'exploitant consécutivement à cette inspection ;

Considérant que, lors des inspections réalisées sur site les 03 novembre 2011 et 30 novembre 2012, cette prescription a de nouveau été contrôlée par l'Inspection des Installations Classées sans que l'exploitant n'apporte les éléments attendus ;

Considérant que l'article 2.1.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 impose à la société SAS TEREOS SYRAL :

- de faire procéder au moins une fois tous les trois ans au calcul des rendements des installations de combustion du site par un organisme de contrôle technique agréé ;
- de faire vérifier par ce même organisme l'existence et le bon fonctionnement de l'instrumentation visée par ce même article ;
- de transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais le rapport établi par cet organisme ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 30 novembre 2012, il a été relevé le non respect de l'article susvisé ;

Considérant que l'article 2.4.15 impose à la société SAS TEREOS SYRAL la mise en place de capteurs de sécurité et la réalisation d'opérations de contrôle et de maintenance précisément définies par ledit article ;

Considérant que lors de l'inspection du 03 novembre 2011, il avait été relevé les constats suivants :

- la vérification des chaînes de sécurité sur détection de gaz (mise en sécurité par fermeture des vannes sur détection) sur les deux turbines à gaz n'est pas réalisée ;
- les chaudières dénommées STEIN 1 et 2 ne sont pas équipées de détection gaz ;
- les essais de mise en sécurité des chaudières dénommées STEIN 1 et 2 sur détection de pression basse et sur détection de gaz ne sont pas réalisés ;

Considérant que ces écarts ont été notifiés à l'exploitant par l'Inspection des Installations Classées par courrier adressé le 14 novembre 2011 ;

Considérant que l'exploitant n'a apporté aucun élément de réponse consécutivement à ces constats ;

Considérant que les mêmes constats ont été établis à l'issue de l'inspection réalisée le 30 novembre 2012 par l'Inspection des Installations Classées ;

Considérant qu'il y a lieu de recourir aux dispositions de l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

La société SAS TEREOS SYRAL dont le siège social est situé ZI et Portuaire à MARCKOLSHEIM (67390) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mesnil Saint Nicaise, au 46 rue de Nesle - BP70007.

### ARTICLE 2

La société SAS TEREOS SYRAL est mise en demeure de respecter, dans les meilleurs délais et au plus tard sous trois mois après notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 :

*"[...] En outre, l'exploitant réalise, dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté un examen des émissions de Composés Organiques Volatils de son établissement précité comprenant a minima :*

- *un bilan quantitatif et qualitatif de ces émissions, canalisées et diffuses, y compris fugitives, ces dernières étant déterminées conformément aux dispositions du « Guide d'application de la méthode d'estimation des émissions fugitives de COV aux équipements et canalisations » établi par l'INERIS (DRC-03-46333-AIRE-n°0768c-MDu) ;*
- *une analyse de la situation de ces émissions au regard des meilleures techniques disponibles et de la réglementation applicable ;*
- *une proposition de programme de surveillance et de réduction, le cas échéant, de ces émissions [...]"*

### ARTICLE 3

La société SAS TEREOS SYRAL est mise en demeure de respecter, dans les meilleurs délais et au plus tard sous trois mois après notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.1.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 :

*"[...] l'exploitant fait réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique (récupération de l'énergie de détente du combustible, récupération secondaire de chaleur des gaz de combustion,...). Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.*

*Ce rapport est accompagné d'une analyse de la capacité des installations à limiter, autant que faire se peut, les rejets de gaz à effet de serre.*

*Un premier rapport relatif à l'efficacité énergétique et une première analyse relative aux rejets de gaz à effet de serre sont réalisés et transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté."*

#### **ARTICLE 4**

La société SAS TEREOS SYRAL est mise en demeure de respecter, dans les meilleurs délais et au plus tard sous trois mois après notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.1.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 :

*"Les rendements caractéristiques des installations respectent les valeurs minimales suivantes :*

- Chacun des ensembles 1 & 2 : rendement électrique < 35%, rendement total (électrique + thermique) > 80%*
- Chaudière de 41 MWth : rendement > 88%*

*Ces rendements sont calculés à chaque remise en service après arrêt de l'installation, et au moins tous les trois mois en période de fonctionnement. Les résultats de ce calcul sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées, et qui lui est fourni sur sa simple demande.*

*L'exploitant fait procéder au moins une fois tous les trois ans au calcul des rendements réglementés ci avant par un organisme de contrôle technique agréé. Cet organisme vérifie également l'existence et le bon fonctionnement de l'instrumentation citée ci avant dans le présent article. L'ensemble fait l'objet d'un rapport établi par cet organisme et transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais."*

A cet effet, la société SAS TEREOS SYRAL est tenue :

- de faire procéder au calcul des rendements des installations de combustion du site par un organisme de contrôle technique agréé ;
- de faire vérifier par ce même organisme l'existence et le bon fonctionnement de l'instrumentation visée par ce même article ;
- de transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais le rapport établi par cet organisme.

#### **ARTICLE 5**

La société SAS TEREOS SYRAL est mise en demeure de respecter, dans les meilleurs délais et au plus tard sous trois mois après notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.4.15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2008 :

*"[...] Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un dispositif de baisse de pression. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.*

*Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol. [...]"*

A cet effet, la société SAS TEREOS SYRAL est tenue :

- de procéder à la vérification des chaînes de sécurité des deux turbines à gaz sur détection de gaz ;
- d'équiper les chaudières STEIN 1 et 2 de détection gaz ;

- de procéder aux essais de mise en sécurité des chaudières STEIN 1 et 2 sur détection de pression basse et sur détection de gaz.

#### **ARTICLE 6 : Sanctions**

En cas d'inobservation des dispositions édictées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-11 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 7 : Délai et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Péronne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TEREOS SYRAL et dont une copie sera adressée au maire de la commune de MESNIL-SAINT-NICAISE.

Amiens, le 13 FEV. 2013  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jean-Charles GERAY